

Murat Moustapha Onart, ambassadeur de la Turquie au Mali : “Avec la démocratie et la volonté de la population malienne, tout ira bien”

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 05 MARS 2020

557

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Mali

Le pouvoir falot d'IBK



L'école malienne : Toujours dans l'impasse !



Radio Kayira : Oumar Mariko exploite la misère des travailleurs !



MINISTRE DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

Communiqué de Presse

Le Ministre de la Jeunesse et des Sports, Monsieur Arouna Modibo Touré a l'honneur d'informer l'opinion publique nationale et internationale que l'équipe nationale de football féminine du Mali " les Aigles-Dames" prend part depuis le 26 février à la 1ère édition de la **coupe UFOA** à Freetown (Sierra Leone).

Lors des matchs des demi-finales joués ce mercredi 4 mars, les "Aigles Dames" ont battu leurs homologues du Cap-Vert sur le score de 4 buts à 0 pour se qualifier en finale.

Le Ministre de la Jeunesse et des Sports, au nom du Président de la République, **SEM. Ibrahim Boubacar Kéita**, du Premier Ministre, **Dr Boubou Cissé** et de l'ensemble du peuple malien, adresse ses vives et chaleureuses félicitations aux "Aigles-Dames".

Le Ministre de la Jeunesse et des Sports réitère ses encouragements aux "Aigles-Dames" pour rehausser encore plus haut les couleurs nationales, lors de la finale de cette compétition, prévue pour le samedi 07 mars 2020.

Bamako le 04 mars 2020

P/LE MINISTRE P.O
LE SECRETAIRE GENERAL
Amadou Diarra YALCOUYE
Chevalier de l'Ordre National

Une	Mali : Le pouvoir falot d'IBK	P.4
Brèves	Communication gouvernementale : L'inexcusable maladresse du Ministre Sangaré !	P.10
	Manifestation du 6 mars : Mahmoud Dicko annule sur demande du Chérif Bouyé Haidara	P.10
	Coopération énergétique en Afrique de l'Ouest : Le Premier ministre lance les travaux de la rencontre sur la sécurisation des échanges transfrontaliers d'énergie électrique	P.11
	Communiqué du ministère de la santé et des affaires sociales sur la prévention et de la réponse à l'épidémie de la maladie a coronavirus.	P.11
	Tentative de division Du Mali : Savez-vous pourquoi le calendrier de l'an 2020 de la Minusma a pris du retard ?	P.12
	L'artiste Master Soumy sur le Coronavirus : Dans l'histoire du monde entier, la prière a-t-elle une fois construit un pays?	P.12
	Le Collectif Sortir du FCFA : « Kémi Séba doit aussi se remettre en question et cesser la vulgarité, les injures »	P.13
Actualité	Programme d'Appui au Développement des Entreprises : Fondation Tony Elumelu vole au secours des jeunes entrepreneurs !	P.15
	L'école malienne : Toujours dans l'impasse !	P.16
	Radio Kayira : Oumar Mariko exploite la misère des travailleurs !	P.17
	Ministère de l'industrie et du commerce : Où est passé Mohamed Ag Erlaf ?	P.18
Politique	Murat Moustapha Onart, ambassadeur de la Turquie au Mali : « Avec la démocratie et la volonté de la population malienne, tout ira bien »	P.19
Culture & société	La Maison du Karité : Une transformation de mains de femmes	P.21
International	Crise électorale en Guinée : Le pays à nouveau dans l'impasse après le «léger» report des élections du 1er mars	P.22
	Coronavirus : Un système de surveillance des aéroports sénégalais mis en place (communiqué)	P.25
Sport	Championnat : Le Réal prend sa revanche et la 2e place de la poule A	P.26

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.10

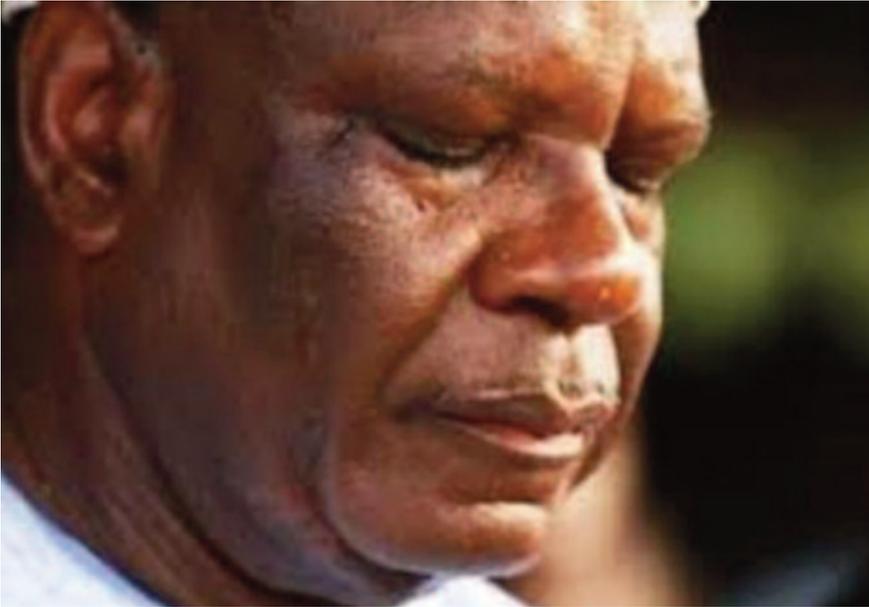


P.15



P.19





Mali : Le pouvoir falot d'IBK

« Comique et laid », a écrit le poète au sujet du nègre dégingandé presque inerte qui semblait incapable de se battre pour la vie, se battre pour sa vie. C'est l'expression qui nous revient pour qualifier le pouvoir d'IBK qui vient, dans la grave affaire entre la Justice et l'imam Mahmoud Dicko, de montrer la limite de sa compétence. Convoqué par le juge pour s'expliquer sur les propos insurrectionnels qu'il a tenus ce samedi, 29 février 2020, Mahmoud Dicko a non seulement vu sa convocation annulée mais a, comble de désespoir, reçu les excuses du Président de la République pour l'offense que lui a faite par le Tribunal de Première instance de la Commune V en convoquant Son Altesse. Un président de la République qui rase le sol devant un imam, c'est la dernière image d'un IBK qui fait honte à la République, honte à la démocratie malienne pour laquelle des Maliennes et des Maliens se sont sacrifiés pour que plus jamais nul ne soit au-dessus de la Loi.

Ceux de l'ADEMA qui le connaissent si bien nous l'avaient pourtant dit : « Vous ne connaissez pas qui vous venez d'élire. Il n'a pas la capacité de diriger ce pays, c'est un homme de main ». Pro-

pos de jaloux qui en veulent au Kankelentigi, avaient pensé la plupart des Maliennes et des Maliens qui en cette année 2013 croyaient avoir trouvé l'homme providentiel pour relever Maliba qu'une poignée de jeunes touaregs apatrides appuyés par une horde d'islamo-terroristes avaient terrassé dans sa partie septentrionale qu'un autre président, vraiment « comique et laid » celui-là, avait accueilli à bras ouverts à coup de centaines de millions de FCFA. Les fausses colères d'homme meurtri, les larmes

de crocodile pour dire sa sensibilité et tout l'amour qu'il a pour le Mali et les Maliens avaient touché ces derniers mais en même temps suscité chez eux un sentiment de méfiance pour un homme prompt à verser des larmes.

Plus soucieux de montrer à ses compatriotes qu'il est un bon musulman IBK a vite fait de subordonner son pouvoir au diktat des chefs religieux qu'on dit être à l'origine de son élection triomphale en 2013. Mensonge éhonté. Les millions de Maliennes et de Maliens, hommes et femmes, jeunes et vieux, qui se sont massivement ralliés à la cause d'IBK l'ont fait avant tout pour le Mali, parce qu'ils croyaient en la capacité de l'homme dont le passage à la Primature sous Alpha Oumar Konaré avait fait croire à sa détermination à servir loyalement mais fermement le Mali et les Maliens. Puis on l'aura vu se déplacer à Niour où il ne sera accueilli à l'aéroport que par le fils du chérif local qui l'humiliera en refusant de soutenir sa candidature à un second mandat présidentiel. On l'aura ensuite vu pleurer comme un enfant sur l'épaule de... Mahmoud Dicko aux obsèques de la mère de celui-ci qui le traitait de tous les noms. De nombreux Maliens ont compris à travers ces scènes qu'ils s'étaient lourdement trompés d'homme.

Car ce qu'a dit Mahmoud Dicko, le samedi, 29 février 2020, au Palais de la Culture Amadou Hampaté Ba de Bamako, n'est ni plus ni moins qu'une invitation à l'insurrection populaire contre un pouvoir légal. « Armez-vous qui de bâtons qui de haches ! Nous sommes 20 millions de Maliens, il y en a qui mourront parmi nous mais le Peuple va prendre son destin en main », a dit en substance l'imam. Quoi de plus normal que le Procureur de la République ouvre





une information judiciaire et fasse convoquer l'imam rebelle pour l'entendre ? Il n'en fallait pas plus pour qu'IBK, Président de la République, Premier magistrat, Chef suprême des Armées, Garant de l'État, de sa forme républicaine et de sa laïcité panique et envoie son ministre des Affaires étrangères présenter les excuses de la République à un homme qui appelle au soulèvement populaire armé. Où est le pouvoir ? Où sommes-nous ? C'est donc entre les mains d'un homme qui a peur de tout que nous nous sommes jetés en 2013 et encore en 2018 ? On commence à comprendre un peu plus pourquoi tout va si mal au pays de Soundiata Keïta. Car il y a des moments où le pouvoir doit montrer qu'il est le pouvoir. Comment peut-on avoir et l'Armée et la Police et la Gendarmerie et la Garde nationale à son service et avoir peur d'un homme qui appelle au djihad ?

« La peur ne conduit pas au salut », disent les Bamanans. C'est un Mahmoud Dicko plus fort que jamais qui s'est malgré tout présenté devant la foule de ses admirateurs au Palais de justice de la Commune V de Bamako, ce mardi 03 mars 2020, comme pour mieux dire à IBK qu'il n'a plus le pouvoir. Malgré les excuses de la République, l'Imam Dicko, à travers son porte-parole, maintient le rassemblement du vendredi, 06 mars 2020. Pire, Kaou Djim a déclaré sur une radio internationale que le « peuple sortira pour demander à IBK de quitter le pouvoir ». On verra si la perspective de perdre

le pouvoir donnera subitement du courage au Président de la République et s'il se décidera enfin à défendre la République. S'il ne le fait pas pour la République, il pourrait le faire pour son régime et pour sauver sa vie.

L'indépendance de la Justice au Mali vient de recevoir un autre coup de massue sur la tête avec l'annulation par le pouvoir exécutif d'une convocation adressée à un citoyen qui appelle à l'insurrection populaire. La première fois, c'était à la suite de l'Affaire Ras Bath en 2017 quand le chroniqueur de radio avait été convoqué par la justice pour s'expliquer sur des propos jugés démoralisants à l'endroit de l'Armée malienne. La seconde fois, c'était il y a quelques mois quand on a dû ajourner le procès d'Amadou Haya Sanogo, le capitaine putschiste

détenu depuis 2014 dans l'affaire dite des bérets rouges. Aujourd'hui, IBK est au tournant de son pouvoir. Il est peu de dire que le Président de la République se sent seul car personne ni dans le camp présidentiel ni dans le mouvement démocratique n'a élevé la voix pour condamner les propos inacceptables de Mahmoud Dicko lesquels sont une plus grave menace contre la République que les attaques meurtrières des terroristes. IBK est seul face à son destin. Il arrive parfois qu'un homme transi de peur arrive à terrasser le lion qui menace de le dévorer. On verra d'ici vendredi si IBK est Jata le Lion du Mandé.

■ **DIALA THIÉNY KONATÉ**



Aboubacar Doucouré



مع فضيلة الإمام محمود ديكو اليوم في مسجده في بادالابوغو.
إنه قائد ومرشد ديني حكيم، مناضل للقيم الإسلامية والوطنية، لا يطلب إلا الخير لدينه ووطنه، وحينما
قال بأن يحمل الناس عصاهم وفؤوسهم معهم، إنما لمواجهة أعداء الوطن من المتطرفين والإرهابيين،
في حين رفضهم للهدنة والحوار، وليس لمواجهة سيادة الدولة.
ولم يطلب على أية حال استقالة رئيس الدولة! كل ما يريد هو استجابة الحكومة لمطالبه في الحقل
التعليمي والأمني...

Avec L'imam Mahmoud Dicko dans sa mosquée de badalabougou au-
jourd'hui.

L'imam est un leader spirituel musulman très sage qui lute pour le
bonheur des maliens et l'honneur du Mali. En aucun cas L'imam n'a
demandé la démission du président de la république !! L'imam se
démarque de ces propos, tout ce qu'il demande aux dirigeants c'est
L'ouverture des écoles et la stabilité sur toutes l'étendu du territoire
national



Figaro du Mali

Comme nous l'avons sous-entendu, le chérif de
Nioro demande à l'imam Dicko de surseoir à sa
marche de vendredi.



RFI Afrique

Le bras de fer continue en Guinée-Bissau, où des
appels contradictoires ont été lancés aux fonction-
naires du pays. Les ministères, fermés depuis ven-
dredi par l'armée, ont rouvert ce matin, et le gouvernement
d'Umaro Embalo Sissoco promet une reprise immédiate du travail.
Mais le gouvernement d'Aristide Gomez, qui se dit légal, demande
aux fonctionnaires de ne pas se rendre au bureau.



Bouba Fané



Aujourd'hui j'ai fais une belle rencontre avec le
President de Recotrade.

La stabilité du Mali doit être la priorité de tous les fils
du Mali.

Utilisons l'amour du prochain pour sortir le Pays de la crise.

Aimons nous vivant



Un grand Merci au Cherif de Nioro, rien ne pourra se construire dans
la violence, utilisons l'amour du prochain pour sortir le pays de la
crise

Elhadj Djimé Kanté

Malick Konate

La manifestation du vendredi prochain est repor-
tée.



Ambassade des Etats-Unis au Mali

L'Ambassadeur des Etats-Unis au Mali, M. Dennis
B. Hankins, le Chef de la DDC au Mali, M. Giancarlo
de Picciotto et le Ministre Chargé des Réformes Insti-
tutionnelles et les Organisations de la Société Civile, M. Amadou
Thiam ont procédé, hier, au lancement de la session d'orientation et
de partage d'expériences avec les femmes candidates aux élections



législatives de 2020 USAMali WHM2020 March 8, 8 Mars

Cet événement marque, en même temps, le lancement des activités du programme EMERGE de USAID Mali cofinancé par les [U]S et la [C]H. Au regard de la loi 052 sur le genre au Mali qui veille à ce que 30 % des candidates sur le bulletin de vote soient des femmes, il est primordial que les candidates soient aussi préparées pour leur campagne et au poste d'élu. Des sessions similaires seront organisées pour les candidates des régions de #Mopti, #Ségou, #Sikasso et #Gao. Le gouvernement des Etats-Unis soutient le processus démocratique et électoral au Mali depuis janvier 2018 tout en veillant à une participation accrue des femmes. #Democracys National Democratic Institute SDC - Swiss Agency for Development and Cooperation



Awa Sylla

Son DJ va faire comment maintenant?



Dans tout ça l'autre qui demande les prières pour coronavirus vendredi personne ne parle de lui. Yako

Ammy Baba Cisse

Je connais beaucoup de magistrats qui ont eux-mêmes, avec leurs propres moyens, équipé leurs bureaux.



Excellence IBK, les opportunistes commencent à changer de langage. Ils font semblant de vous soutenir.

Ceux qui sont venus sauver la nation et la République n'ont fait que la prostituer en plein jour.

Ceux qui ont participé au DNI demandent la démission d'IBK? Ils ont tous échoué et cherchent à échapper.

Yehia Tandina

MALI : UN PAYS DE RICHE CIVILISATION

L'intermédiation est une vertu léguée, rejeter une médiation est un crime social prescrit parmi les interdits sociaux de Tombouctou.



La sagesse de l'éminent imam Mahmoud Dicko et la démarche noble de l'éclairé Chérif du Nioro ont permis d'éviter e pire. Puisse Allah inspirer la jeunesse de ces sages décisions. Les sages de Tombouctou sont une référence dans ce domaine et l'imam Dicko l'a appris et l'a enseigné ici à Tombouctou. AMEN



Amadou Tall

FRAPPE CHIRURGICALE ? : ET BOUBOU DANS TOUT ÇA?



Tout le monde oublie #BoubouCISSÉ. Mais il est le PM. Mahmoud DICKO est prêt à balayer le régime IBK par la force s'il le faut. Or, le PM est son fils. Comment décapiter un pouvoir où votre fils est numéro 2 ? Des choses m'échappent!

Dicko montre la voie à suivre



Youssouf Traore

Je suis très déçu car le match du siècle est suspendu..... Hélas !



Tatou Solidarité

Tatou Solidarité — avec Idrissa Toure.

Idrissa TOURE

BouchePointue.com

« Jamais on aurait cru qu'il soit possible de souscrire à tant de faiblesse institutionnelle et les heures passent que l'on ne puisse y penser sans rougir de colère !

Il ne fallait pas y aller si l'on n'était pas assez ferme et déterminé pour faire face à toutes les éventualités. Parce qu'y aller et reculer comme c'est le cas, c'est finir d'achever le peu d'autorité de l'état face à un homme qui se veut ou se croit au dessus des lois de la république quoiqu'il puisse dans ses propos nous vouloir croire le contraire.

À croire que ce régime a le don de fabriquer des "intouchables". Un dirigeant faible humilie toujours la république. Parce que l'autorité échappe toujours des mains du faible. Il se veut être ferme ou du moins croit vouloir l'être mais il ne l'est jamais. Toujours ingénieux à trouver des raisons pour justifier sa faiblesse, il ne trouve point d'occasions pour affirmer une force qu'il n'a pas. Un faible dirigeant ne rougit pas même devant soi à fortiori devant les autres hommes. Premièrement, le parquet n'aurait jamais agi sans les éléments de langage de la hiérarchie pour qui connaît ce Procureur qui à ce jour reste certainement et sans démagogie, le plus intègre d'entre nous. Il n'est ni dans la publicité ni dans le populisme encore moins la justice-spectacle. Il reste le bon mianka intègre et fier, toujours prudent face aux dossiers sensibles. S'il n'avait pas été instruit, il n'aurait pas agi de la sorte.

Deuxièmement, jamais la chancellerie n'aurait osé, vu celui dont il était question, sans l'onction de la station primatoriale. Donc raconter que ce n'était pas "une décision concertée", c'est là une grosse connerie. L'on voudrait la justice "inféodée" comme en ai-je écouté un esprit agité le dire ? N'importe quoi ! Il y a eu une bourde et quelqu'un doit en tirer les conséquences et ça ne doit certainement pas être le pauvre procureur et de toutes les façons, on l'acceptera pas.

Maintenant quid des "excuses présentées" ? Mais de quoi l'on se mêle ? Un citoyen malien reçoit une invitation de la part de la justice de son pays, on trouve cela grave au point de lui présenter des excuses ? C'est incroyable ! Voilà pourquoi il est dit de nos us et coutumes que tout le monde ne peut être chef. Confier la chefferie à certains qu'ils la rabaisseront. Le désir d'un faux honneur fait quelques fois des héros imaginaires. Vous avez en face, des gens libres et indépendants par vices plutôt que par vertus; des gens dont l'ambition a aveuglé l'esprit et s'est rendue maîtresse de l'âme; des gens convaincus que seuls le désordre et la violence mèneront au château et qui de ce fait, se révoltent contre tout ce qui porte à leurs yeux une apparence d'autorité; au lieu de leurs opposer la force de l'autorité pour que l'ordre règne quoiqu'il advienne, jusqu'à ce qu'ils comprennent qu'on a tous à perdre dans leurs façons de faire; qu'on ne souffrira pas seuls du désordre mais eux et leurs proches également etc; au lieu d'agir de la sorte, on recule comme pour les en-



courager. Et voilà qu'ils montent les enchères! Fasse Dieu que s'ils valent mieux que vous, qu'ils vous le prennent le pouvoir! Ils valent peut être mieux que vous qui passiez votre temps à présenter des excuses. En moins d'une semaine, on a rabaisé 3 fois la république: d'abord devant la France, ensuite devant le Rwanda, le lundi et devant un national aujourd'hui. À chaque niveau on a dépêché quelqu'un présenter des excuses pour des bourdes. Allons nous passer notre temps à nous excuser pour des bourdes évitables ? »
Idrissa TOURE



L'ESSOR

Finale du tournoi Zone A UFOA Dames : Ce sera Mali-Sénégal



Grâce à un doublé d'Ageissa Diarra (31è min, 41è min) Seynabe Sidibé (56è min, 88è min), le Mali s'est imposé devant le Cap-Vert (4-0) et s'est qualifié pour la finale de la première édition de la compétition.

Les Aigles Dames affronteront en finale ce samedi le Sénégal, vainqueur de la Gambie (2-1).

PINAL

PINAL est à : Mopti.

Mopti : Quand des syndicats de transporteurs régionaux font le jeu des associations ethniques. Sécurité, oui, mais soyons clairvoyants et cherchons à garder ce qui nous reste. Personne n'est à l'abri dans cette crise du Mali. Ces grèves sont bien commanditées par ceux qui luttent pour le maintien de ces checkpoints des milices ethniques dont l'objectif n'est autre que d'empêcher une communauté bien visée à circuler librement sur son terroir. PINAL



Aichatou Sanogo

Urgent : Le chérif de Nioro demande à l'imam Mahamoud Dicko de surseoir au rassemblement du vendredi. Mali kadii saaaaaaa



Malick Konate



Maintenant, on peut prendre un autre sujet ? Aminata Ouédraogo là où vous cherchez DICKO... vous ne le trouverez jamais. Tournons cette page

La CMAS est indépendante de ses actions et de ses prises de décision. Elle consulte le parrain pour des orientations et des conseils quand il le faut.

« À l'époque de Omar Ibn Al-Khattab (qu'Allah l'agrée), il y a eu une épidémie dans la région du Châm et beaucoup de compagnons sont morts.

Des milliers de personnes sont mortes au Châm et malgré cela Omar n'a pas appelé à une prière particulière, c'est à dire, une invocation particulière ou autre que cela .. Beaucoup d'épidémies ont touché la communauté comme cela a été mentionné dans les livres d'histoire. Malgré cela il n'a pas été appelé à accomplir une prière particulière. Appeler à accomplir une prière afin de repousser une épidémie ou peste est une innovation qu'Allah n'a jamais révélé.

Le musulman invoque Allâh en prosternation pendant sa prière, il invoque Allah de repousser le mal des musulmans. »

L'info qui circule sur la reprise des classes qui a été annoncé par le Président de la #CMAS est fausse.

Source : Adama Fomba

En aucun moment le Cheikh Imam Mahamoud Dicko a demandé la démission du Président de la République.

C'est toujours ainsi quand on gère le royaume de Bagniengobougou comme une station de sapeurs-pompier.

Article 22 : La défense de la patrie est un devoir pour tout citoyen.

Ibrahima Anne



CORONAVIRUS : Le vice-ministre iranien de la Santé testé positif au Covid-19 (France 24)

CORONAVIRUS : Les masques, lave-mains et gels antiseptiques doivent aller, en priorité, aux personnels soignants et personnes infectées

Pierre Dieng est avec Ibrahima Anne et 18 autres personnes.

Élections législatives : Benjamin Netanyahu en passe d'infliger la raclée cuisante à ses challengers aphones.

Coronavirus

Dans le supposé cas sénégalais, les précautions de langage devraient être de rigueur. "Aurait" au lieu de "a" ; "suspect" au lieu de "confirmé". Que Dieu protège et bénisse le Sénégal !

Le ministre de la Santé annonce que, dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, les procédures de passation des marchés seront assouplies. Vigilance maximale. Des ripoux avaient profité des mêmes inflexions de procédures, dans le cadre du Plan Orsec de lutte contre les inondations dénommé Jaxaay, pour s'en mettre plein les poches

Pierre Dieng, perplexe, avec Ibrahima Anne et 25 autres personnes. Le journaliste et diplômé en Science politique Barka Ba : "Umaro Sissoco Embaló est membre fondateur de l'APR et a mis son argent et son entregent dans l'élection de Macky Sall."

Quelle mouche l'a piqué ? Avec cette tension exacerbée intra muros entre bissau-guinéens et entre les deux États voisins, il aurait dû la mettre en sourdine. Il leur est enseigné que tout ne mérite pas d'être dit. Il n'a pas été responsable sur ce coup. Il cherche quoi au final à attiser les animosités ?

Qu'il médite ces passages bibliques lorsqu'il survient une crise aiguë: "Tout est permis, mais tout n'est pas utile; tout est permis, mais tout n'édifie pas. Que personne ne cherche son propre intérêt, mais que chacun cherche celui d'autrui." [1 Corinthiens chapitre 10 les versets 23 et 24].

Pr. Alpha CONDÉ



Chers Guinéens, vous avez été très nombreux aujourd'hui à me souhaiter mon #anniversaire. Soyez-en chaleureusement remerciés. À 82 ans, je suis toujours autant déterminé à travailler pour améliorer nos conditions de vie. Kibaro

Macky Sall



La grande politique, la vraie, c'est faire en sorte que chaque matin les sénégalais, hommes femmes et leurs familles, sentent que l'on pense à eux, que l'on prête attention à eux. Ceci reste mon ambition. Avec la DER nous travaillons pour la valorisation du capital humain.

J'appelle nos compatriotes au calme, à la sérénité et surtout à la vigilance face au COVID19. J'invite au respect strict des consignes des services de santé et des services de sécurité pour éviter la propagation de la maladie.

Jacqueline Fatima Bocoum



Tu m'inspires parce que tu ne joues jamais. Tu me persuades sans me manipuler et tu me motives sans te poser en modèle. Tu me fais confiance malgré nos différences. Tu as les qualités de mes défauts mais jamais tu ne me compares à toi même. Tu es mon amie.

Forces Armées Maliennes



Le #MDAC, le général de Division Ibrahima Dahirou Dembélé a reçu dans son bureau la ministre de l'Economie Numérique et de la Prospective, Mme Kamissa Camara, accompagnée par le Directeur général de la Société Malienne de Transmission et de Diffusion (#SMTD), M. Ismaila Togo.

Communication gouvernementale : L'inexcusable maladresse du Ministre Sangaré !



Yaya Sangaré, Ministre de la Communication et Porte-parole du Gouvernement, a commis une gaffe communicationnelle des plus maladroites, le 22 février et dont les effets collatéraux ont dangereusement répercuté sur l'ensemble du Gouvernement. Ironiquement, c'est le Ministre Sangaré, lui-même, qui, par amateurisme, s'est malencontreusement lancé dans la diffusion d'une fake news, laquelle s'est météoriquement propagée sur la toile avant qu'il ne puisse finalement se rétracter.

Dans l'après-midi du samedi, 22 février 2020, le Ministre Yaya Sangaré s'est hâté de poster sur sa page Twitter, une info selon laquelle deux gendarmes maliens auraient été assassinés par des djihadistes dans la localité de Dougabougou (région de Ségou). Juste quelques instants après, le Ministre est revenu sur sa publication en se contredisant par une autre info qui, cette fois-là, ne faisait état d'aucune victime dans les rangs des forces de sécurité maliennes, tout en précisant, cependant, que des individus armés avaient effectivement pénétré dans la zone où se tenait un événement culturel.

Ces deux tweets qui se contredisaient de la plus flagrante des manières et, de surcroît, venant de celui-là qui est supposé soigner l'image du gouvernement, sont devenus viraux et ont fait l'objet de critiques extrêmement dures sur la toile, mettant ainsi en lumière le « manque de professionnalisme » du Ministre de la Communication. Certains blogueurs, activistes et journalistes, sont même allés jusqu'à demander la démission du Ministre Yaya Sangaré.

Le ministre, par cette gaffe communicationnelle venait de faire acte d'une maladresse dont l'impact médiatique jetait un immense discrédit sur l'ensemble du Gouvernement. En d'autres termes, l'image institutionnelle dégagée par cette communication hâtive et mal réfléchie du Ministre Sangaré, a tout l'air de prouver à quel point le gouvernement ne prend pas l'opinion publique malienne au sérieux. Comment un ministre de la communication peut-il se comporter d'une manière aussi désinvolte qu'un vulgaire internaute propagateur de fake news ? Com-

Manifestation du 6 mars : Mahmoud Dicko annule sur demande du Chérif Bouyé Haidara

Le Chérif de Nioro Bouyé Haidara a demandé ce 4 mars à l'imam Mahmoud Dicko d'annuler la manifestation tant redoutée prévue le vendredi prochain. « J'ai accédé à sa requête », a annoncé l'ancien président du Haut Conseil Islamique du Mali. « Je ne peux rien refuser à celui qui vient de faire cette demande », s'est justifié Mahmoud Dicko. Il assure n'avoir reçu aucune pression politique pour prendre sa décision. Elle est intervenue suite à un entretien qui a lieu plutôt dans la journée entre Mahmoud Dicko et un émissaire du chérif de Nioro. Cette rencontre a été suivie d'une conversation téléphonique entre les deux leaders religieux.

Pour l'imam Dicko, une demande venant du Chérif est « un ordre » et « toute personne » qui se dit être son partisan doit suivre la volonté de Bouyé Haidara. Le parrain de la CMAS assure cependant que son combat pour le Mali ne cessera pas. Il affirme rester engagé à lutter contre la mauvaise gouvernance au Mali. Tout comme le Chérif de Nioro qui reste d'ailleurs toujours hostile au régime en place.

L'annulation de la grande manifestation du vendredi s'explique par des craintes exprimées par Bouyé Haidara par rapport aux troubles qu'elle pourrait engendrer. Toute chose qui, selon Mahmoud Dicko, n'est pas l'objectif recherché.



ment un porte-parole de gouvernement peut-il se hasarder à poster une info aussi sérieuse sans se donner la peine de passer par les meilleurs canaux de vérification de ladite info ? En clair, le Ministre Yaya Sangaré prend-il véritablement sa fonction au sérieux ?

En tous cas, rien ne saurait justifier la légèreté d'un ministre qui reste agrippé aux réseaux sociaux, 24/24, comme une chauve-souris à un cocotier, uniquement pour s'amuser à poster des informations qu'il ne prend guère le temps de vérifier le contenu, ni la fiabilité.

Coopération énergétique en Afrique de l'Ouest : Le Premier ministre lance les travaux de la rencontre sur la sécurisation des échanges transfrontaliers d'énergie électrique



Le premier ministre, ministre de l'Économie et des Finances, Dr Boubou Cissé, a présidé la cérémonie d'ouverture de la rencontre sur la sécurisation des échanges transfrontaliers d'énergie électrique en Afrique de l'Ouest, ce matin à Bamako, en présence des ministres en charge de l'Énergie et ceux en charge des Finances du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Liberia, du Mali et de la Sierra Léone.

« La lutte contre la pauvreté, la quête d'un bien-être quotidien pour nos populations, et la prospérité économique de nos États ne pourraient aboutir sans que des jalons importants ne soient posés dans des secteurs cruciaux comme celui de l'énergie. C'est pourquoi je me réjouis que la CEDEAO ait porté le secteur de l'Énergie au centre des priorités de la Communauté et ait compris la nécessité d'accroître la coopération régionale dans ce secteur à travers la mise en commun de nos ressources énergétiques et la commercialisation de l'électricité à travers des échanges transfrontaliers», a déclaré le Premier ministre à l'ouverture des travaux.

Il a également insisté sur la nécessité d'entreprendre toutes les actions idoines pour renforcer le commerce de l'électricité et de mettre en place des règles claires de gestion des contrats dans le cadre de ce commerce avant de saluer la Banque mondiale pour sa constante sollicitude et pour la qualité de sa coopération avec les pays de la CEDEAO notamment dans le secteur de l'énergie.

Lors de la rencontre, la directrice des Opérations de la Banque mondiale a annoncé la mise au point de deux instruments visant à renforcer immédiatement la confiance dans le commerce et à soutenir la mise en œuvre de la nouvelle directive de la CEDEAO. Il s'agit de financer un appui budgétaire régional pour les six pays concernés afin d'accompa-

COMMUNIQUE DU MINISTRE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES SUR LA PREVENTION ET DE LA REPONSE A L'EPIDEMIE DE LA MALADIE A CORONAVIRUS.



Compte tenu de la notification des cas de maladie à coronavirus au Sénégal, Nigéria, Tunisie, Algérie, et en Egypte, et de l'augmentation du nombre de cas en France qui vient d'abriter le salon de l'agriculture, le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales invite tous les voyageurs venant des pays touchés à bien vouloir se faire enregistrer dans les structures de santé les plus proches pour le suivi de leur état de santé.

Le Ministère de la santé et des Affaires Sociales sait pouvoir compter sur l'esprit citoyen de la population et sa bonne collaboration pour prévenir la maladie dans notre pays.

Enfin, le ministère de la santé et des Affaires Sociales rappelle qu'un numéro vert est mis à disposition pour toute information utile : 36 061 Bamako, le 03 Mars 2020

P/Le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales PO
Le Secrétaire Général
Dr. Mama COUMARE
Chevalier de l'Ordre National

gnier la mise en œuvre des réformes et de créer un fonds renouvelable de soutien aux liquidités (LERF) qui permettrait aux exportateurs d'électricité d'avoir accès à des liquidités en cas de non-respect des dispositions contractuelles des importateurs d'électricité et vice-versa.

Cette importante rencontre, à laquelle participent les experts des pays concernés, ceux de la Banque mondiale, du WAPP (Système d'échanges d'énergie électrique ouest africain ou en anglais West African Power Pool), de l'ARREC (l'Autorité de Régulation Régionale du secteur de l'Électricité de la CEDEAO) permettra de trouver, d'une part, un mécanisme durable de paiements des factures d'achats d'électricité par les importateurs et la garantie d'une énergie disponible et fiable, et d'autre part, de veiller à ce que chaque partie prenante joue pleinement son rôle, tel que recommandé par la directive C/DIR/2/12/18 de la CEDEAO, mise en vigueur le 1er janvier 2020.

Tentative de division Du Mali : Savez-vous pourquoi le calendrier de l'an 2020 de la Minusma a pris du retard ?



Courant mi-décembre 2019, le séjour de M. Christophe Sivillon a été écourté sur le territoire malien. Il a été expulsé grâce aux pressions du peuple, pour avoir proféré des propos séparatistes. On se souvient que dans la foulée de cette expulsion largement appréciée par les Maliens, M. Olivier Salgado avait tenté d'enfoncer le clou en évoquant des propos qui allaient dans le même sens. Vu qu'il n'a nullement été inquiété et qu'il tient toujours à la partition du Mali, on apprend qu'il avait conçu et envoyé à l'imprimerie des calendriers qui en disaient long sur la question.

À titre de rappel et pour confirmer la mauvaise foi d'Olivier, le journal le 22 septembre sous la signature d'El Hadj Chahana Takiou, écrivait ceci en mi-décembre 2019 : "Après Christophe Sivillon, voici la gaffe d'Olivier Salgado. Le ministre des affaires étrangères, Tiébilé Dramé, a déclaré Christophe Sivillon, le représentant de la MINUSMA à Kidal, Persona non grata, le mardi 10 décembre pour avoir prononcé un discours séparatiste. Quelques heures après, le porte-parole de la MINUSMA, Olivier Salgado, met en ligne un communiqué largement repris par les réseaux sociaux. Il a tenu des propos similaires que le Français Sivillon. Ce Franco-Belge fait une différence entre le territoire malien et Kidal. Pour lui, Kidal est une entité territoriale à part entière, différente du territoire malien. Maitrisant bien la langue de Molière, Olivier Salgado a manifestement nargué les autorités maliennes, sachant bien que son compatriote Sivillon a été expulsé pour les mêmes raisons", écrivait-il. Et de poursuivre en expliquant que les responsables européens de la MINUSMA doivent savoir aujourd'hui plus qu'hier que leur mission est de soutenir le Mali, et non de jouer à la neutralité ou à la complaisance envers les gens de Kidal. Ils doivent, en tout lieu, assumer que le Mali est un et indivisible conformément aux différentes résolutions de l'ONU. Comme si cela ne suffisait pas, le même Olivier Salgado avait pris le soin unilatéralement de faire des calendriers pour diviser le Mali en deux, a-t-on appris. Aux dires de notre source d'information, il était clairement écrit sur lesdits calendriers : « le Mali du Sud et le Mali du Nord ». Pourtant, il sait pertinemment qu'il n'y a qu'un seul et unique Mali et que les Maliens restent plus que jamais attachés à l'unité territoriale. Pour notre source, c'est justement à cause de cela que le ca-

L'artiste Master Soumy sur le Coronavirus : Dans l'histoire du monde entier, la prière a-t-elle une fois construit un pays?



À ma connaissance, depuis le début de notre crise, fait 8ans que vous priez ici hein jusqu'à ce que certains commencent à pousser des cornes sur le front et chaque jour que Dieu fait, la situation du MALI s'empire et s'aggrave dangereusement.

Pendant que les autres prennent des dispositions sanitaires et des mesures préventives, vous pensez qu'une prière à la mosquée vous protégera contre CORONAVIRUS.

Continuez à dormir, continuez à vous endormir et continuez à croire que les Maliens sont les seuls fils de DIEU.

Si la prière pouvait construire un pays L'ARABIE SAOUDITE la terre tant convoitée par les fidèles musulmans n'allait jamais connaître des dirigeants qui construisent constamment des hôpitaux, qui équipent son armée et qui protègent les citoyens.

Le calendrier de l'an 2020 de la Minusma a trop tardé, contrairement aux autres années.

Cependant, force est de constater, au cas où les informations que nous avons reçues sont confirmées, qu'Olivier tente coûte que coûte de préparer le peuple Malien à une probable division dont la ficelle est certainement tirée par des Etats ennemis du Mali qui ne souhaitent que de profiter de ses richesses.

Profitant de cette série de mauvaise communication de la Minusma contre le Mali, il convient de s'interroger si vraiment madame Myriam Dessables, la Directrice du Bureau de l'Information publique maîtrise bien son sujet. D'ailleurs, nombreux sont les journalistes maliens qui estiment que la communication de la Minusma est nulle, pour ne pas dire très nulle.

Nous y reviendrons...

■ Drissa Kantao

Le Collectif Sortir du FCFA : « Kémi Séba doit aussi se remettre en question et cesser la vulgarité, les injures »

Le Collectif Sortir du FCFA a rendu public ce mardi, 3 mars 2020, un communiqué de presse à travers lequel il dénonce non seulement l'expulsion de Kémi Séba par le président sénégalais, mais aussi appelle le président de l'Urgence panafricaine à plus de responsabilité.

« [NDLR] Monsieur Kemi Seba doit aussi se remettre en question et cesser la vulgarité, les injures, et les propos complotistes dans ses nombreuses prises de parole sur les réseaux sociaux. » Ces propos sont du Collectif Sortir du FCFA. Tout en condamnant l'expulsion de l'activiste Kémi Séba par le président Macky Sall, chef d'État de la République sénégalaise, le 24 février dernier, le Collectif Sortir du FCFA appelle l'activiste franco-bénois à plus de retenue dans ces propos.

Dans son communiqué de presse, le Collectif estime que « Son [Kémi Séba NDLR] attitude et les méthodes de son ONG Urgences panafricainistes provoquent une hystérisation contreproductive du débat sur les problématiques africaines actuelles comme le franc CFA, la mise en place de la monnaie unique l'Eco et sur l'émergence de notre continent noir. » Ce comportement, à en croire le Collectif, ne fait que l'affaire des autorités politiques du continent qui instrumentalisent du coup Kémi Séba « pour se maintenir au pouvoir ». « Ils se servent de lui pour faire diversion et ne pas répondre aux nombreuses revendications de la



jeunesse africaine », explique le Collectif Sortir du FCFA.

L'expulsion de cet activiste franco-bénois ne serait qu'une manière pour détourner l'attention des peuples des véritables problèmes de leur pays.

Tout en rassurant de tout son accompagnement à l'activiste, le Collectif trouve ses attaques contre la presse sénégalaise inadmissible. « Partout en Afrique et notamment au Sénégal, les journalistes et la presse effectuent un travail remarquable de sentinelles de la démocratie, jouent le rôle de contre-pouvoir face aux dérives autoritaires et antidémocratiques dans nombre de nos pays africains », lit-on dans le Communiqué de presse du Collectif.

■ TOGOLA

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION
DES
RESSOURCES
HUMAINES

Leader des services de Gestion
des Ressources Humaines
et Paie en Afrique de l'Ouest

INAUGURATION DU PONT DE WERELE



« MALITEL, Proche de vous » n'est pas un slogan creux.

Les habitants de Wéréla, Commune rurale de Ourikila dans le Cercle de Yorosso, vivaient un cauchemar à chaque hivernage en raison du manque de pont sur le cours d'eau qui traverse leur village.

Durant des décennies, pour traverser ce cours d'eau, les populations bricolaient un pont en bois, avec une probabilité d'effondrement très élevée. Toute chose qui rendait la traversée extrêmement périlleuse et risquée, surtout pour les femmes et les enfants.

Le vendredi 07 février 2020, une délégation conduite par le Secrétaire Général de SOTELMA/MALITEL, M. Sidy Mohamed Dembélé, est arrivée à Wéréla pour l'inauguration du nouveau pont gracieusement offert par le Directeur Général de la SOTELMA aux populations, suite à leur sollicitation.

Cette action démontre à nouveau que la SOTELMA est une Entreprise citoyenne et participe de sa volonté et de sa détermination à accompagner les populations du Mali dans leur quête pour un mieux-être.

Programme d'Appui au Développement des Entreprises : **Fondation Tony Elumelu vole au secours des jeunes entrepreneurs !**

Dans le souci d'encourager le maximum de jeunes à participer au programme d'Entrepreneuriat 2020, le Département et la Fondation Tony Elumelu, à l'occasion de la candidature de la 6ème édition de l'entrepreneuriat, ont scellé un partenariat qui vise à identifier, encadrer et financer les jeunes entrepreneurs de notre continent.



La petite entreprise est devenue une partie indissociable de l'économie des pays en développement. Nos deux institutions ont l'ambition de vulgariser l'entrepreneuriat jeune pour contribuer au développement socio-économique du Mali et de l'Afrique », a dévoilé le représentant de la Fondation, Alhassane Sissoko.

La Fondation est une organisation semi-publique axée sur l'autonomisation des entrepreneurs africains dans la recherche des ressources innovantes.

Selon le document, le programme est ouvert à tous les citoyens et résidents légaux de l'un des 54 pays africains. L'entreprise proposée doit être enregistrée et doit opérer en Afrique. A cet effet, le programme n'est pas ouvert aux institutions de recherche, aux organisations confessionnelles, aux sociétés commerciales à valeur ajoutée, aux entrepreneurs gouvernementaux et aux entreprises non situées en Afrique. Les entreprises ne doivent pas nuire à l'environnement, à la vie et aux biens. Les idées commerciales doivent être à but lucratif et doivent être l'œuvre originaire de ceux qui

soumettent la proposition.

A en croire Alhassane Sanogo, les contraintes d'ordre administratif et législatif sont intégrées dans le programme de la Fondation Tony Elumelu, avec un engagement de 100 millions de dollars sur 10 ans. Ce projet vise à identifier, former, encadrer et financer 10 000 jeunes entrepreneurs africains âgés de 18 ans minimum. Il a profité à 32 de nos compatriotes d'être sélectionnés.

En plus, il a invité les porteurs de projets à candidater massivement en ligne, jusqu'au 31 mars 2020, pour tripler le nombre de lauréats maliens lors de cette 6ème édition du programme entrepreneuriat de la Fondation Tony Elumelu.

« L'entrepreneuriat ne doit pas être un choix par défaut, mais une vraie vocation. L'entrepreneur par défaut cherche un salaire et abandonne au premier obstacle. L'entrepreneur par vocation est déterminé. Il cherche à créer de la valeur ajoutée à son secteur d'activité et de la richesse dans la communauté », a-t-il expliqué. Toutes les candidatures, faut-il le noter, doivent être soumises en ligne via la plateforme

de candidature de TEF Connect. Le candidat doit remplir un formulaire de demande en répondant à une série de questions obligatoires. Après la soumission, il reçoit un e-mail de confirmation de réception dans un délai d'un jour ouvrable. Selon le même document, la Fondation Tony Elumelu ne facture aucun frais aux candidats pour s'inscrire au programme. Pour le ministre de la Promotion de l'Investissement des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Entrepreneuriat national, Safia Boly, le Gouvernement est engagé à appuyer ce programme afin que les avantages puissent revenir aux entrepreneurs maliens. Selon elle, la PME est une réponse collective, cohérente et intégrée pour les partenaires d'appui au développement des PME de notre pays.

La cérémonie a enregistré la présentation du programme de la Fondation Tony Elumelu, la projection d'un film sur les activités de la Fondation et les témoignages des deux lauréats du TEF, édition 2019.

■ Ibrahim Sanogo

L'école malienne : Toujours dans l'impasse !

Malgré la désolidarisation du Syndicat national de l'éducation et de la culture (Snec), les classes demeurent fermées dans plusieurs écoles du territoire malien. Ce qui dénote que les militants de ce syndicat sont minoritaires sur le terrain. C'est pourquoi on ne sent pas tellement la reprise des cours dans les établissements scolaires.

L'annonce faite par le Syndicat national de l'éducation et de la culture avait suscité beaucoup d'espoir. Ce fut une joie de courte durée pour les élèves et les parents d'élèves. Le lundi 2 mars 2020, des milliers d'enfants avaient pris le chemin de l'école dans l'intention de retrouver les enseignants sur place. A leur arrivée, quelques enseignants affiliés au Snec étaient dans la cour. Malheureusement pour eux, quelques écoles seulement ont ouvert leur porte. On pouvait compter du bout du doigt les classes ouvertes. Certainement la levée de mot d'ordre du Snec n'a pas eu d'impact sur la grève.

En dépit de cette déclaration, beaucoup de divisions se sont désolidarisées de leur centrale. Cette réticence prouve à suffisance que la décision a été prise de façon unilatérale par les responsables syndicaux. Les militants à la base n'ont pas du tout apprécié la manière dont le mot d'ordre a été suspendu. Plusieurs militants de ce syndicat se sont désolidarisés

en débarquant, avec arme et bagage, dans les autres syndicats.

Le système éducatif a pris un sérieux coup depuis le déclenchement de cette crise scolaire. Les syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016 et le gouvernement n'arrivent toujours pas à souffler dans la même trompette. Conséquence : tout le système est paralysé. Les syndicats de l'éducation exigent l'application de l'article 39 de leur statut dans toute sa teneur. Un article qui semble visiblement différemment apprécié par les parties. Chacune tente de tirer le drap de son côté. Le gouvernement avance la thèse de la non soutenabilité de la revendication des syndicats, sous prétexte que l'Etat est pris à la gorge par l'effort de guerre.

Des arguments rejetés en bloc par les syndicats qui estiment qu'il ne peut pas y avoir deux poids deux mesures dans l'application d'une loi votée à l'Assemblée nationale et promulguée par le Président de la République. Pour

eux, sans l'application stricte de cette loi, ils ne vont pas reprendre le chemin de l'école. Les parents d'élèves sont dans l'angoisse et dans l'amertume totale, face à cette situation qui compromet dangereusement l'avenir de leurs enfants. N'est-il pas temps de mettre fin à cette crise scolaire ? Pourquoi vouloir sauver des années escamotées ? Autant de questions qui hantent l'esprit des Maliens.

Cette perturbation au sein de nos établissements scolaires est due à l'augmentation de 20% des salaires dont les enseignants doivent bénéficier, conformément à l'article 39 de leur statut. En attendant un dénouement heureux de cette crise scolaire, certaines organisations de la société civile haussent le ton par des marches pacifiques, lesquelles marches prennent de l'ampleur. Au même moment, les autres syndicats de la synergie poursuivent la grève de 20 jours déclenchée.

■ Ibrahim Sanogo





Radio Kayira : Oumar Mariko exploite la misère des travailleurs !

Le réseau Kayira existe depuis près de trois décennies et les travailleurs vivent dans une misère impénitente. Et, à bien observer les choses, l'on voit que cette situation semble bien profiter à Oumar Mariko qui s'en sert pour toujours mieux conforter sa position politique et économique sur la scène publique. Pendant ce temps, les travailleurs des stations Kayira, partout dans le pays et toutes catégories confondues, croupissent dans une indigence des plus massacrantes, et ce, sans la moindre assurance sociale. Ils sont, en effet, des centaines d'ex-travailleurs des chaînes de radio Kayira, à avoir claqué la porte des différentes stations où ils

exerçaient. Certains y ont travaillé pendant près de 20 ans sans aucune avancée sociale. A force d'espérer un lendemain meilleur et finir ensuite par se retrouver face au plus total des désespoirs, de nombreux travailleurs des stations Kayira n'ont eu d'autre choix que d'y rester accrochés et attendre leur dernier soupir. Tous y sont convaincus que la vie à Kayira est un véritable enfer et ne cherchent, pour la plupart, qu'une « meilleure opportunité » pour disparaître pour de bon. Rares sont ceux parmi les travailleurs qui soient officiellement inscrits à l'INPS et avec un salaire décent. Par ailleurs, c'est à voir s'il existe au sein des stations Kayira, un seul employé qui se dise pleinement satisfait de sa situation malgré toutes les années passées en service.

En plus de conditions sociales extrêmement pathétiques, les conditions matérielles de travail laissent également à désirer. Comment comprendre, par exemple, qu'après environ 3 décennies d'existence, même la station centrale des radios Kayira qui est basée Bamako, ne soit jusqu'ici dotée d'aucun groupe électrogène ? Chaque fois qu'il y a coupure d'électricité, la radio est obligée de cesser d'émettre pendant tout le temps que dure le délestage. Le boss de l'ensemble du réseau, Oumar Mariko, n'a presque jamais rien fait pour améliorer

les conditions matérielles dégradantes des stations, à fortiori, s'employer à régulariser la situation sociale de ceux grâce à qui elles fonctionnent. Pourtant, Dr Oumar Mariko s'est toujours réclamé de l'idéologie marxiste-léniniste, une doctrine foncièrement opposée à toute forme d'exploitation humaine, mais lui exploite bel et bien les travailleurs des radios Kayira sans état d'âme.

Oumar Mariko ne cesse de se proclamer « fervent défenseur des droits des opprimés » ou « intrépide justicier social », mais occulte habilement le fait que lui-même maintient constamment ses « sujets kayira » dans la plus déshumanisante des conditions. Comment comprendre que malgré les 30 ans de vie de la radio Kayira, il soit encore très difficile pour un travailleur de toucher plus de 40.000 FCFA comme salaire mensuel. Pourtant, nombreux parmi ceux-ci, même avec leur diplôme de maîtrise ainsi que leur nombre d'années de service dans la boîte, continuent de vivre tandis que Mariko, lui-même, s'enrichit chaque jour.

Il est enfin temps qu'Oumar Mariko explique clairement aux Maliens comment il gère, lui-même, ses propres employés, avant de prétendre vouloir diriger toute une République.

■ Moulaye Diop

Ministère de l'industrie et du commerce : Où est passé Mohamed Ag Erlaf ?



MOHAMMED AG ERLAF

Peu visible et indifférent aux difficultés de son secteur, le ministre Mohamed Ag Erlaf fait plus que de la figuration. D'où la question où est-il passé ?

De l'expérience gouvernementale, Mohamed Ag Erlaf en a dans ce beau pays. Et dire qu'il est toujours ministre. Pourtant, c'est un membre du gouvernement Boubou Cissé et occupe le très important portefeuille de ministre de l'Industrie et du Commerce. Qu'est-il devenu ? Nous sommes tentés de répondre qu'il a choisi le silence pour briller alors que les urgences

du secteur sont grandes. Secteur de grande valeur, le commerce est une activité qui occupe bon nombre de Maliens. Informel, il draine du monde et apporte beaucoup à l'économie nationale.

Est-ce le ministre Ag Erlaf est conscient de l'immensité de sa mission et les attentes des plus hautes autorités et des acteurs du secteur ? Tout laisse croire que le ministre de l'Industrie et du Commerce ne travaille pas pour rassurer les citoyens qui attendent des réformes afin de pacifier les échanges commer-

ciaux.

Au plus fort de la querelle de visa des opérateurs économiques avec l'ambassade de la République populaire de Chine à Bamako, le ministre est resté dans son coin, les bras croisés. Faute d'accompagnement, les commerçants qui assuraient la navette entre la Chine et le Mali n'ont pas eu gain de cause.

De la crise du gaz, le ministre Mohamed Ag Erlaf n'a pipé mot et a préféré pousser ses services techniques à la faute. Face à des acteurs d'un secteur bien organisé, ce sont les consommateurs qui ont payé le prix fort. Malgré l'annonce de la baisse, sur les différents marchés, le gaz est cédé à un prix déraisonnable.

Depuis quelques jours, c'est une nouvelle hausse qui est apparue dans la vente du ciment. Le ministre est toujours aux abonnés absents ! Il en est de même pour le renouvellement du bureau du Syndicat des commerçants détaillants du Mali (Synacodem) où les services techniques du ministre n'ont rien pu faire pour empêcher la crise.

Le ministre du Commerce est décrit comme un homme de bureau qui ne travaille pas pour autant à poursuivre les projets laissés par ses prédécesseurs. Très attendue, l'harmonisation des prix du loyer est renvoyée aux calendes grecques puisque le ministre Ag Erlaf ne s'est pas intéressé à la question.

En conclusion, certains diront qu'il a accepté ce département par défaut. Pis, il ne serait pas content du sort qui lui a été réservé après son combat pour l'organisation de la dernière présidentielle.

■ Awa Camara

An advertisement for malikile.com. On the left, the website logo is displayed with the tagline "La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !". On the right, a smartphone shows a news article with the headline "MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER" over a photo of a boat on the water.

Murat Moustapha Onart, ambassadeur de la Turquie au Mali : “Avec la démocratie et la volonté de la population malienne, tout ira bien”



Le Mali et le Sahel sont confrontés à l'insécurité notamment celle liée au terrorisme. Des attaques terroristes sont courantes avec des milliers de morts. La Turquie peut-elle jouer un rôle dans la résolution de cette crise ? Nous avons approché l'ambassadeur de la Turquie au Mali, M. Murat Moustapha Onart, le mercredi 26 février 2020 à sa résidence. Et voici sa réaction

Depuis 2012 le Mali est confronté à une crise d'insécurité due aux problèmes de la Libye, aujourd'hui quel rôle la Turquie peut-elle jouer dans la crise malienne ?

MMO : Dans l'affaire malienne, on est assez

actif, aux Nations-Unies pour soutenir une solution au programme malien et au niveau de l'Organisation de la conférence Islamique « OCI » et nous appuyons la Minusma et ses activités et nos deux présidents sont très proches, ils ont un très bon dialogue et on essaye d'amener un soutien économique au Mali dans beaucoup de domaines.

Quelle lecture la Turquie fait de la lutte contre le terrorisme au Sahel notamment le Mali ?

MMO : La Turquie a beaucoup souffert du terrorisme. Malheureusement on a eu beaucoup de volets de terrorisme, d'abord on a eu la ter-

reur Russe-Arménienne on a perdu presque 40 diplomates dans les années 1980 par les terroristes Arméniens et beaucoup dans les pays occidentaux en France, aux États-Unis, ils ont été tués lâchement dans la rue. Après le terrorisme Arménien, il y a eu le terrorisme PKK qui est le parti des travailleurs. Le terrorisme PKK a fait plus 40.000 morts en Turquie, c'est une des raisons principales pour laquelle on a amené l'action au Nord de la Syrie. Mais on a beaucoup souffert, on comprend la souffrance du Mali, on a eu les mêmes expériences, les gens ne peuvent circuler librement, des familles endeuillées, les proches et des camps attaqués, on lutte contre les terroristes par tous les moyens, donc on soutient le Mali dans cette lutte contre les terroristes.

Cette intervention militaire Turque en Libye, quel impact sur la stabilité sous régionale ?

MMO : C'est une intervention qui a des impacts positifs. Car c'est une intervention où on envoie seulement que des conseillers et des gens qui vont entraîner l'armée du gouvernement Libyen. Donc, ça va renforcer la puissance du gouvernement Libyen et ça va amener beaucoup plus de stabilité au pays parce qu'en cela, c'est au point mort et le Marechal Haftar essaie de résoudre par les armes.

Donc, plus que le gouvernement légitime est stable et plus c'est le seul gouvernement légitime reconnu internationalement et c'est la seule voie pour avoir la stabilité en Libye.

Quel est votre dernier mot à l'endroit de la population malienne ?

MMO : Ça fait un an que je suis au Mali et j'ai beaucoup aimé ce pays. Pour moi ce qui est important ce n'est pas les choses matérielles mais les gens. Je rends hommage à la population malienne qui est tellement prête à partager et qui n'a aucun problème mais qui souffre des choses qui sont venues de l'étranger, qui sont manipulés par les forces étrangères et avec la démocratie et la volonté de la population tout ira bien

■ **Bocar Napo Stagiaire**



Orabank

un partenaire à votre écoute



Grandir
ensemble
et pour
l'Afrique

Groupe Orabank : Bénin - Burkina - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Guinée Bissau - Mali - Mauritanie - Niger - Sénégal - Tchad - Togo

www.orabank.net



La Maison du Karité : Une transformation de mains de femmes

La Maison du Karité, ce sont les produits d'une coopérative de femmes de Siby actives dans la mise en valeur du karité et de ses dérivés. Avec leur siège à Siby et une représentation à Bamako, elles ambitionnent de faire connaître le karité du Mali hors de ses frontières.

C'est dans la commune de Siby, à 45 kilomètres de Bamako la capitale du Mali, qu'est logée la Maison du Karité. Elle transforme par an neuf tonnes de beurre de karité de première et deuxième qualités. La première qualité est transformée pour des fins alimentaires, cosmétiques et pharmacologiques et la deuxième

dédiée à une gamme variée de savons et autres produits d'hygiène corporelle.

La Maison du Karité tire son nom de l'engagement de 40 groupements de femmes réunies autour de la COOPROKASI (Coopérative des productrices de beurre de karité de Siby). Active depuis les premières lueurs des années 2000 dans sa forme actuelle, la coopérative a obtenu son récépissé le 19 juillet 2006. Depuis, la Maison du Karité, également « un centre de commercialisation » de produits finis, a été dotée de dix centres de production à Siby, où les femmes qui collectent la matière première viennent la vendre à l'institution pour sa trans-

formation.

La coopérative travaille avec l'association Conseil pour le développement (ACOD), dont le Directeur exécutif est Elisée Sidibé. Il explique qu'avant la création de la Maison du Karité, les femmes ont été formées aux techniques de transformation artisanales dans le respect des normes environnementales. Aujourd'hui, « le beurre de karité, qui est produit et transformé par plus de 1 000 femmes, est traité et conditionné en différents sous-produits », comme les pommades et les savons au karité, associés à des éléments naturels comme le concombre ou la cire d'abeille.

La Maison du Karité, à travers la coopérative, participe à l'entrepreneuriat et à l'autonomisation des femmes de Siby. Kinimba Niaré, comptable de la COOPROKASI et membre depuis 2009, en est une illustration, car le karité lui permet de gérer ses charges familiales et la scolarité de ses enfants.

■ IDELETTE BISSOU



Crise électorale en Guinée : Le pays à nouveau dans l'impasse après le «léger» report des élections du 1er mars

Après des mois de protestations contre ce qu'elle considère comme une manœuvre pour rester au pouvoir au-delà de 2020, l'opposition guinéenne aurait-elle finalement eu gain de cause? Dans un entretien exclusif à Sputnik, l'écrivain Tierno Monénembo estime que la présidence guinéenne est «trop juteuse» pour qu'Alpha Condé la lâche aussi facilement.

Vent debout depuis la mi-octobre contre l'éventualité d'un troisième mandat d'Alpha Condé, l'opposition guinéenne, réunie au sein du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), n'a pas l'intention de baisser la garde. Après des mois de protestations contre ce qu'elle considère comme une manœuvre de la part du chef de l'État pour se maintenir au pouvoir au-delà de 2020, le report sine die du double scrutin initialement prévu pour le 1er mars, une fois de plus, recule les échéances mais sans régler le problème de fond: la renonciation pure et simple par le principal intéressé de son projet de modification de la Constitution.

«J'ai pris la décision d'opérer un léger report du double scrutin législatif et référendaire initialement prévu ce dimanche 1er mars. Je communiquerai au peuple de Guinée la nouvelle date du scrutin en temps voulu», avait déclaré le Président Alpha Condé, vendredi 28 février à la télévision d'État, lors d'une annonce surprise.

C'est par responsabilité nationale et sous régionale que nous avons accepté un report léger des élections. Le peuple de #Guinée sera invité à exprimer son avis d'ici peu. #Kibarpic.twitter.com/XW02a3bgKg

Martelant: «Ceci n'est ni une capitulation ni une reculade!», Alpha Condé, qui avait été élu pour un premier mandat en 2010, puis réélu en 2015, continue de défendre bec et ongles une réforme qu'il qualifie de «moderne». Au-delà du simple nombre de mandats, il s'agit en effet, selon lui, de codifier l'égalité des sexes, d'interdire l'excision des fillettes, encore

très pratiquée en Guinée, ou le mariage des mineurs et de veiller à une «plus juste répartition des richesses en faveur des jeunes et des pauvres».

Police de proximité en Guinée, un exemple à suivre pour l'Afrique?

Face à ce qui apparaît d'ores et déjà comme une nouvelle impasse, l'opposition a décidé de rester mobilisée. Car pour elle, il s'agit d'un énième subterfuge de cet ancien «opposant historique», aujourd'hui âgé de 82 ans et qui a toujours fait preuve d'autoritarisme, dans le seul but de se représenter lors de la présidentielle de décembre 2020. Un avis largement partagé par Tierno Monénembo, lauréat du prix Renaudot en 2008 pour *Le Roi de Kahel* (Éd. du Seuil, 1988), qui affirme avoir épousé les thèses de l'opposition après avoir été obligé d'admettre que l'élection d'Alpha Condé était une erreur dès le départ. Car si le processus démocratique s'est grippé en Guinée, «c'est à cause des ambitions d'un despote vieillissant qui s'accroche au pouvoir», a-t-il affirmé dans un entretien exclusif à Sputnik France. Interrogé par téléphone depuis Conakry, où il réside malgré les difficultés du quotidien, notamment les coupures d'électricité à répétition, l'écrivain guinéen (de son vrai nom Thierno Saïdou Diallo) réproche la répression «féroce» dont cette opposition a fait l'objet, ce qui a provoqué «entre 30 et 40 morts» depuis le début des manifestations. Membre actif du FNDC dès sa création à la mi-octobre 2019, il se bat pour que cessent les «dérives autocratiques» en Guinée, alors que «tout avait pourtant bien commencé en 2010» avec l'élection d'Alpha Condé, a-t-il encore affirmé.

Sputnik France: Comment expliquez-vous qu'Alpha Condé, qui avait pourtant été élu démocratiquement en 2010 au second tour contre l'opposant Cellou Dalein Diallo, veuille

aujourd'hui briguer un troisième mandat?

Tierno Monénembo: «On pourrait en effet s'étonner qu'Alpha Condé, à 82 ans, veuille encore rempiler après deux mandats présidentiels. D'autant qu'il est arrivé au pouvoir par les urnes le 21 décembre 2010, contrairement à ses prédécesseurs Lansana Conté, Moussa Dadis Camara ou Sékouba Konaté qui avaient tous pris d'assaut le palais présidentiel dans des fourgons militaires. C'est à se demander si nous n'avons pas une malédiction en Guinée.

Même lui, qui était un pur produit du Quartier latin à Paris, un intellectuel ayant longtemps fréquenté les milieux tiers-mondistes et les partis français de gauche, a fini par virer sacuti. Aujourd'hui, plus que jamais, il est enfermé dans ses certitudes, conforté par des courtisans et des flibustiers mondialisés du business des matières premières et ne supporte plus la moindre contestation.»

Un marché et la Grande Mosquée de Djenné, ville située dans la région malienne de Mopti. «Le premier combat de l'Afrique, c'est de renforcer ses institutions civiles et militaires»

Sputnik France: Pourtant, il s'était opposé aux dictatures de Sékou Touré et de Lansana Conté en Guinée, au prix d'une condamnation à mort et de peines d'emprisonnement. Serait-il en train de rater sa sortie devant l'Histoire?

Tierno Monénembo: «Les despotes, c'est bien connu, n'ont aucun sens de l'Histoire puisqu'ils ne croient qu'en eux-mêmes. Ils ne partent donc jamais de leur plein gré. C'est vrai pour Robert Mugabe au Zimbabwe, comme pour Abdelaziz Bouteflika en Algérie ou pour Sékou Touré, avant, chez nous. Comme l'a très bien décrit le grand écrivain allemand Bertold Brecht, dans *L'Opéra de Quatre Sous*, le pouvoir rend fou et c'est bien de cette maladie, mal-



heureusement, que souffrent nombre de nos dirigeants africains! Si l'Afrique aujourd'hui est en panne, c'est qu'elle manque d'institutions fortes pouvant contrebalancer des volontés individuelles, fussent celles de Présidents en exercice de se maintenir au pouvoir à tout prix.»

Sputnik France: Le Président sortant aurait-il quelque chose à redouter s'il quittait le pouvoir? N'est-il pas d'une certaine façon un peu protégé par la France notamment?

Tierno Monénembo: «Ce Président a peur de son ombre, comme d'ailleurs tous les malfaiteurs avant lui. Il a bradé nos mines à une mafia internationale, que ce soit pour la bauxite ou pour le fer [la Guinée est cinquième producteur mondial de bauxite avec les plus grandes réserves au monde et le deuxième producteur mondial de fer, ndr]. Mais les Guinéens ont changé. Ils ne vont plus laisser faire, pas plus qu'ils ne laisseront passer le troisième mandat pour lequel Alpha Condé est prêt à faire tuer son peuple! Quant à la France, elle est plutôt discrète sur sa condamnation vis-à-vis des agissements

de l'un de ses principaux alliés en Afrique francophone. Même les récentes critiques du ministre français des Affaires étrangères, Jean Yves Le Drian, lui ont valu une volée de bois vert par médias interposés. La position de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) est également ambiguë: après avoir annoncé qu'elle se retirait du processus électoral, voilà que son représentant en Guinée oppose un démenti. C'est à ne rien y comprendre! Pourtant, cette organisation, qui a une grande expertise en matière électorale, avait donné l'impression qu'elle voulait tirer les conséquences du refus du gouvernement guinéen de retirer les 2,49 millions d'électeurs figurant indûment dans les fichiers électoraux. Que s'est-il passé entre-temps? Mystère...» Drapeau de l'organisation djihadiste Etat islamique

Le «tribalisme et le favoritisme» dans les armées d'Afrique de l'Ouest favorisent la montée du djihadisme

Sputnik France: Depuis octobre 2019, une trentaine de victimes des violences policières ont été recensées. On prête par ailleurs à l'actuel Président ces propos glaçants: «Quiconque viendra pour

détruire les urnes, frappez-le!» Comment expliquez-vous cette recrudescence de la répression contre les civils dans le cadre du processus électoral en cours?

Tierno Monénembo: «Je peux vous dire que le nombre de victimes des violences policières s'élève à au moins 150 morts depuis l'élection d'Alpha Condé en 2010. De surcroît, le Président a mobilisé l'armée pour tirer sur les manifestants le jour du vote au cas où ils essaieraient d'empêcher le déroulement du référendum et des législatives, comme il n'a pas hésité à le faire lors des attaques de ces derniers jours contre des bureaux ou du matériel de vote. La répression contre les manifestants est féroce.

Car il faut savoir que dans ce pays, les Présidents se refilent des miliciens pour leur propre protection. Alpha Condé n'a pas dérogé à la règle puisqu'il a récupéré toute la clique de Sékou Touré. C'est pour cela que l'armée est un gang irréfondable en Guinée. Il n'y a pas de soldat chez nous, mais des miliciens dans des casernes ainsi qu'une milice qui sert de police. Même le général Lamine Cissé, qui a pourtant fait un travail remarquable sous l'égide de la

Cedeao pour essayer de réformer les systèmes de sécurité en Guinée, a fini par jeter l'éponge!»

Sputnik France: L'opposition a-t-elle raison de vouloir boycotter les élections? Car n'est-ce pas le meilleur moyen de favoriser un passage en force du Président Alpha Condé alors que vous es-savez justement de le stopper?

Tierno Monénembo: «L'opposition ne peut pas cautionner une telle mascarade. Dans l'état actuel, le fichier électoral est une fraude grossière, avec 3 millions d'électeurs qui n'existent pas. Un seul exemple: 60% des Guinéens ont moins de 18 ans et ne sont donc pas en âge de voter. Le calcul est vite fait. Dans certaines villes, on a même vu des enfants de 10 ans être inscrits. Résultat: une ville comme Kankan a plus d'inscrits que la capitale Conakry!

Toutes ces fraudes sont encore possibles de nos jours en Afrique, parce que les populations sont analphabètes. Ce qui encourage bien sûr, à la tête de nos États, des Présidents à vie

comme Sassou Nguesso en République du Congo, par exemple. Le jour où la société civile guinéenne sera mieux organisée, à l'instar du Sénégal, alors le processus électoral pourra véritablement se dérouler de façon démocratique et transparente.»

Des volontaires pour la défense du Burkina Faso, de la chair à canon pour terroristes?

Sputnik France: Pensez-vous que ce qui s'est passé au Burkina Faso, avec la chute de Blaise Compaoré, «dégagé» par le peuple pour avoir voulu, envers et contre tous, modifier la Constitution, peut également se passer en Guinée?

Tierno Monénembo: «Les Guinéens sont épuisés. Depuis 1958, c'est le peuple qui a été le plus réprimé en Afrique. Alpha Condé est bien placé pour le savoir car c'est toujours le même système de la Françafrique qui prévaut et qui a permis de l'imposer alors qu'en réalité, tout le monde sait qu'il n'a obtenu que 18 pour cent des suffrages, en 2010, contre 44 pour cent à son adversaire, Cellou Dalein Diallo. Il a fallu ensuite cinq mois pour organiser un

deuxième tour: du jamais-vu! On a pensé qu'il ferait mieux que les autres. En fait, il a fait pire!

Il sait, toutefois, que les Guinéens ne vont pas accepter facilement un troisième mandat. Il a d'ailleurs acheté de quoi faire face aux combats de rue, des gaz lacrymogènes et même des mitraillettes pour parer à toute éventualité. Ce qui veut dire qu'il va essayer de passer en force par tous les moyens et qu'il faut donc s'attendre au pire d'ici à la prochaine présidentielle! Depuis 1964, les Présidents guinéens sont autorisés à disposer à leur guise d'une partie des retombées des ressources minières du pays. C'est aussi pour cela qu'ils s'accrochent au pouvoir. Il y a trop de richesses en jeu quand on est à la tête de l'État guinéen pour partir volontairement. Mais au vu de la répression sévère qu'Alpha Condé est en train d'instaurer dans le pays et qui ne va pas s'arrêter, il doit se méfier. Il pourrait, très vite, être acculé et avoir à rendre des comptes.»

■ SOURCE SPUTNIK FRANCE

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

CoronaVirus : Un système de surveillance des aéroports sénégalais mis en place (communiqué)

L'Agence des aéroports du Sénégal (ADS) annonce dans un communiqué avoir mis en place, depuis le 27 janvier 2020, un système de contrôle et d'information des aéroports régionaux, pour détecter les cas suspects de coronavirus.

"L'Agence des aéroports tient à signaler qu'elle a, dès le 27 janvier 2020 (...) mis en place un système de contrôle et d'information au niveau des aéroports régionaux, et particulièrement celui de Cap Skirring (sud), qui accueille des vols internationaux en provenance de Paris", affirme le communiqué.

Selon le texte reçu du service de communication de l'ADS, ce dispositif a été installé avec l'aide des "autorités sanitaires civiles et militaires".

Les passagers "sont (...) filtrés à l'aéroport de Diass (ouest)", avant de s'envoler pour les aéroports régionaux de Saint-Louis (nord), Tam-

baounda (est) et Ziguinchor (sud), où "des mesures idoines" ont été prises par les services sanitaires et aéroportuaires, assure l'ADS.

Les aéroports des trois régions déjà citées "peuvent accueillir de manière ponctuelle des vols en provenance [des pays] de la sous-région", ajoute le communiqué.

"L'Agence des aéroports du Sénégal a mobilisé tous les commandants des aéroports régionaux pour la mise en œuvre de dispositifs adéquats, la prise en charge d'éventuels patients et, le cas échéant, de cas confirmés" de coronavirus, annonce la même source.

A l'aéroport de Cap Skirring, "qui a très vite réagi dès l'annonce des premières victimes du virus", le système de surveillance mis en place est constitué du médecin du Club Med, du commandant et du chef de la sécurité incendie dudit aéroport, du principal responsable local

de la Police des frontières et d'un représentant des hôteliers, selon le communiqué.

"La mise en place de ce dispositif exceptionnel par l'Agence des aéroports du Sénégal ira crescendo. Tous les aéroports régionaux du Sénégal (...) sont aujourd'hui particulièrement vigilants pour faire face à cette situation sanitaire exceptionnelle", assure l'ADS.

Le ministre de la Santé a confirmé lundi l'existence d'un premier cas de coronavirus à Dakar. Il s'agit d'un Français qui a été contrôlé positif à l'Institut Pasteur de Dakar, selon le ministre de la Santé et de l'Action sociale, Abdoulaye Diouf Sarr.

Marié et père de deux enfants, l'homme a été mis en quarantaine au service des maladies infectieuses et tropicales de l'hôpital de Fann, à Dakar.

"Il a séjourné à Nîmes et dans une station de ski située dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, dans la période du 13 au 25 février", a précisé M. Sarr.

Selon lui, le patient est rentré au Sénégal le 26 février, à la fin de ses vacances.

Le coronavirus continue à se propager dans le monde.

L'épidémie a fait plus de 3.000 morts et plus de 90.000 infections dans une soixantaine de pays, selon l'Organisation mondiale de la santé.



Reportage: Société

Malaise dans le secteur du transfert d'argent: Wari dans la tourmente



Championnat : Le Réal prend sa revanche et la 2e place de la poule A

Une belle revanche pour l'AS Réal de Bamako. Battu à l'aller (2-1) à Koulikoro par le CS Duguwolofila, le club de la capitale s'est imposé ce lundi sur le même score devant le même adversaire pour le compte de la 20e journée du championnat. C'est sur le gâteau, le Réal de Bamako (36points) reprend la 2e place du classement à sa victime du jour (35points) à deux matches de la fin de la phase retour du championnat. Avec cette 2e place, les Scorpions de Bamako tiennent pour l'instant le second ticket du Carré d'AS derrière le Djoliba AC dans la poule A.

Programme et suite de la 20e journée

Samedi 29 février

A Kati
AS Performance-ASB: 1-1

Dimanche 1er mars

A Mopti
AS Sabana-Onze Créateurs: 0-2

Lundi 2 mars

Stade Mamadou Konaté
Black Star-Stade malien: 1-4
AS Réal-SC Duguwolofila: 2-1

Mardi 3 mars

Stade Mamadou Konaté
Yeelen Olympique-USC Kita, 16h

ASOM-CSK, 18h
A Koulikoro
Nianan-Bakaridjan, 15h30
Mercredi 4 mars
Stade Mamadou Konaté
LCBA-Sonni AC, 16h
AS Police-Avenir AC, 18h
A Kati
Mamahira AC-Djoliba AC, 15h30
Jeudi 5 mars
Stade Mamadou Konaté
Usfas-US Bougouni, 16h

■ ALASSANE CISSOUMA





♈ Bélier (21 mars - 19 avril)

Attention, vous avez tendance à être dans l'exagération aujourd'hui ! Toutes vos émotions sont amplifiées, et votre mauvaise humeur ne fait pas exception ! Les relations professionnelles en sont impactées de plein fouet, soyez vigilant, maîtrisez-vous.

Des envies d'investissement vous taraudent, mais de la réflexion s'impose. Saturne vous demande de la prudence dans le domaine financier, prenez-en compte. Heureusement, la conjonction Soleil/Neptune vous apporte la clairvoyance nécessaire à tout cela.



♉ Taureau (20 avril - 19 mai)

Les astres vous offrent toute la reconnaissance que vous attendiez ! Aujourd'hui, cher natif, professionnellement c'est un grand jour, vous trouvez une nouvelle dynamique, les projets se réalisent, votre hiérarchie vous fait totale confiance. Aujourd'hui, vous vous levez avec une seule idée en tête, faire des folies ! Eh oui, ça arrive à tout le monde, vous avez envie de vous faire plaisir, après tout, vous gagnez votre argent, alors autant en profiter un petit peu !



♊ Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Ami Gémeaux, Vénus mettra votre savoir-faire à l'honneur ! Uranus le combinera à des projets prometteurs... Aujourd'hui, ces deux planètes donneront de l'impulsion à votre carrière. Votre journée sera extrêmement chargée, mais ô combien captivante...

Pour ne plus être en galère financière en fin de mois, surtout les trente derniers jours, vous allez vous résoudre à revoir à la baisse votre train de vie. Ami Gémeaux, votre débrouillardise vous aidera à réduire certains coûts sur les mois à venir !



♋ Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous espérez trouver un terrain d'entente avec un collègue. Il peut vous manipuler depuis longtemps. Une ambiance difficile continue dans votre service. Une activité urgente peut vous stresser. Pour être aidé, cela s'annonce dur. Tout le monde est affairé !

Vous pensez mériter un meilleur salaire. Pour avoir plus d'aisance matérielle, commencez par cesser de dilapider. Votre générosité cause des trous dans le budget. Privilégiez les soldes ou rien du tout. L'abstinence sur les achats est la bienvenue !



♌ Lion (22 juillet - 23 août)

Le découragement passager ressenti est compensé par la bienveillance du jour ! Vous subissez la conjonction Vénus/Uranus dans le domaine professionnel, ce qui promet d'excellentes relations, avec une communication épanouie et favorisée ! Tout pour plaire.

Des projets financiers pourraient voir le jour, dus à votre grande efficacité en ce moment dans ce domaine. Vous êtes lucide, perspicace, et Mars vous donne la volonté et surtout la possibilité de réussir tout ce que vous entreprenez ! Saisissez cette chance !



♍ Vierge (23 août - 23 septembre)

Si les choses ne se passent pas comme vous l'espérez, ne renoncez pas si vite. Baisser les bras ce serait donner raison à vos détracteurs. Ne gâchez pas vos chances pour un simple problème d'ego. Le conseil est à prendre en considération.

Une dépense par-ci, une dépense par-là, l'argent file très rapidement sur votre compte, un peu comme tout le monde, sauf que dans votre cas, il faut être prudent. Vous avez dépensé sans compter, aujourd'hui vous en payez les frais.



♎ Balance (23 septembre - 22 octobre)

Côté professionnel, vous ne ferez pas du tout la fine bouche. Il y a une raison à cela : votre travail est avant tout alimentaire. Même les tâches peu gratifiantes ne vous feront pas peur... Vous attendrez patiemment que la roue tourne en votre faveur.

La planète Mercure vous déconseillera fortement de jouer vos économies sur un seul coup de dés... À la manière des poupées russes, vous allez faire en sorte d'avoir plusieurs bas de laine. Selon les besoins, ces derniers seront de taille variable.



♏ Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les tâches actuelles sont intéressantes. Vous travaillez d'arrache-pied et on vous fait confiance ! Attention cependant à ne pas faire le travail à la place des autres. Ils peuvent vous accaparer. Sachez rester ferme si on vous demande des services.

Un coup de tête survient dans le shopping ! Fixez des limites dans votre budget. Faites de bonnes affaires en privilégiant les soldes. Tentez de différer vos achats les plus importants. Ils ne sont pas tous urgents ! Gardez de l'argent pour des règlements.



♐ Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Malgré de bonnes relations, le découragement vous gagne dans votre travail. Vous ressentez un manque de motivation et de ténacité, et l'impatience arrive, encore plus importante que d'habitude ! Essayer de vous ressaisir, votre logique sera gagnante !

Jupiter, maître de votre signe, vous pousse aujourd'hui à tous les excès ! Une certaine prudence est donc nécessaire, surtout en matière financière, la planète impactant principalement ce domaine. Ne dépensez pas sans compter, vous le regretterez !



♑ Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous êtes à l'aube d'un nouveau départ professionnel. Votre dynamisme en dit long sur vos objectifs. Vous visez haut, mais surtout vous visez juste. On ne peut que saluer votre implication. Les conditions sont favorables. Osez les projets !

Vous êtes de bon conseil, c'est en toute confiance, qu'une personne proche vous demande de l'aider dans la gestion de ses comptes. Vous rassurez cette personne sur la fiabilité de sa situation financière. Décidément, l'argent, ça vous connaît !



♒ Verseau (20 janvier - 19 février)

Si vous êtes chef d'équipe, vous ne pourrez pas dominer le stress que la Lune concentrera sur vous aujourd'hui ! Pour ne rien arranger, on pourra vous confier quelques intérimaires. Au bout de quelques minutes seulement, vous les pousserez à bout.

Votre budget carburant ou alimentaire pourra exploser. Plus de déplacements, plus de visites amicales, familiales, ou de sorties restaurants, ne cherchez pas un bouc émissaire en particulier. Ce sera un amalgame de plusieurs petites choses.



♓ Poisson (19 février - 21 mars)

Vos activités sont diversifiées. Les collaborateurs vous chargent aussi de travail. Des retards ou des absences apportent beaucoup de travail ! Un peu de dispersion survient dans votre planning. La désorganisation règne et elle vous fait perdre du temps !

Si vous faites des achats, pensez à payer en plusieurs fois. Il est vivement recommandé de ne pas céder à des achats qui seraient très chers. Des articles haut de gamme restent importants. Malgré les frais actuels, vous n'êtes pas spécialement inquiet.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA